

## PRÉSENTATION

### **Mobilités spatiales et urbanisation\***

Théories, pratiques et représentations

Véronique DUPONT\*\*, Christophe Z. GUILMOTO\*\*\*

*« I must be gone and live, or stay and die »  
Shakespeare, *Romeo and Juliet* [III,5].*

Partir est-il une question de survie ? Est-ce toujours et seulement cela — même lorsque ceux qui partent quittent des campagnes déshéritées pour des villes plus prometteuses ? Et le choix se pose-t-il en des termes aussi catégoriques ?

En consacrant ce numéro des *Cahiers des Sciences humaines* au thème de la mobilité spatiale, nous souhaitons susciter une réflexion sur les évolutions récentes des mouvements de population dans les pays en développement, ainsi que sur les approches et cadres explicatifs les concernant. Illustrer les limites de la conception économiciste des modèles dominants et montrer la nécessaire multiplication des angles d'approche à laquelle doit répondre l'analyse des phénomènes migratoires : telle est notre intention. Afin de se concentrer sur une dimension majeure des processus de développement — ou mal-développement —, ce projet vise plus spécifiquement les mouvements

\* Les articles rassemblés dans ce numéro des *Cahiers des Sciences humaines* ont largement profité des commentaires et suggestions des lecteurs anonymes, que nous tenons à remercier ici pour leur collaboration. Nous remercions également Catherine Aubertin pour sa participation à la conception et au suivi de cette publication.

\*\* *Démographe Orstom, département Sud, 213, rue La Fayette, 75480 Paris cedex 10.*

\*\*\* *Démographe Orstom, département MAA, CEIAS, EHESS, 54, boulevard Raspail, 75006 Paris.*

liés à l'urbanisation, avec le souci de dépasser l'image trop simplificatrice, voire inexacte, d'exode rural qui lui est traditionnellement associée.

Le terme « mouvements de population » doit être compris dans son acception géographique la plus large, de manière à inclure, outre les migrations au sens strict — c'est-à-dire les déplacements qui se traduisent par un transfert de résidence —, les phénomènes de circulation qui recouvrent une grande variété de déplacements sans changement permanent ou durable de résidence : navettes, déplacements saisonniers, déplacements temporaires avec multirésidence, déplacements de type itinérant, etc. De même, les mouvements liés à l'urbanisation ne se réduisent pas aux seuls déplacements des zones rurales vers les zones urbaines ; ils englobent également les échanges migratoires entre villes de tailles différentes ou semblables, les flux des villes vers les campagnes — migrations de retour ou autres —, ainsi que les diverses pratiques résidentielles des citadins. Il s'agit précisément d'embrasser les différentes formes de mobilité spatiale et les différents flux qui affectent les dynamiques urbaines, afin de mieux saisir et comprendre les changements intervenus dans les systèmes migratoires.

En centrant l'observation sur les mouvements de population qui se rapportent aux villes, l'objectif de recherche est double : il s'agit non seulement d'améliorer la compréhension de phénomènes pour leur importance intrinsèque, mais également d'améliorer la compréhension des processus d'urbanisation auxquels ces mouvements participent directement. Les mouvements de population peuvent en effet constituer un instrument d'analyse privilégié du processus d'urbanisation. Les migrations sont en premier lieu l'une des composantes majeures de la croissance démographique des villes et un facteur indirect de leur croissance naturelle. Les pratiques résidentielles des citadins contribuent en outre à façonner la physionomie des villes. Les mouvements migratoires et circulaires sont aussi un facteur de leur croissance économique : migrants et navetteurs peuvent dynamiser les activités économiques urbaines, par leur insertion dans le marché du travail et la création de nouveaux emplois, par leur insertion dans le marché immobilier, par l'accentuation de la demande en biens de consommations, équipements, services et infrastructures. Les déplacements de population qui affectent les villes constituent également un révélateur de leur dynamique ; ils témoignent de la capacité des économies urbaines et des pouvoirs publics à attirer et à retenir les hommes. Enfin, l'étude des migrants permet de recentrer l'analyse sur les acteurs de la concentration de la population et des relations socio-économiques qui sous-tendent les rapports entre les différentes villes, et entre ville et milieu rural (DUPONT et DUREAU, 1988 : 10). Au-delà de l'enjeu de connaissance, se profile ainsi un enjeu plus

stratégique, celui d'une meilleure maîtrise de l'urbanisation et d'une meilleure gestion des villes, préoccupations majeures de nombreux gouvernants et planificateurs.

## RÉFLEXIONS SUR LES APPROCHES ET THÉORIES EXPLICATIVES

La littérature sur les évolutions récentes des mouvements de population dans les pays en développement souligne l'intensité croissante de la mobilité et des interactions entre zones rurales et zones urbaines ; elle montre en outre la plus grande complexité des schémas migratoires, à la fois du point de vue des types de flux et de l'éventail des populations affectées (LE BRIS *et al.*, 1986 ; HUGO, 1989 ; LATTES, 1989). L'accent est également mis sur l'importance des formes de mobilité temporaire et circulaire et sur le caractère multipolaire et réversible des déplacements des populations (CHAPMAN et PROTHERO, 1985 ; DOMENACH et PICOUET, 1987).

La multiplication des déplacements et de leurs formes remet en cause la portée des modèles explicatifs globalisants, le recours à une seule échelle d'analyse et la référence à un paradigme unique — approches dont le caractère réducteur ne permet pas d'expliquer la complexité des phénomènes observés. Elle engage au contraire à préconiser une approche intégrant plusieurs niveaux d'analyse et plusieurs dimensions. Le défi que pose la recherche des causes de la mobilité spatiale, c'est, pour reprendre les termes de SKELDON (1990 : 126), l'éternel problème de relier l'individu à la société et de concilier la liberté individuelle et les contraintes sociales.

Or, l'examen des cadres théoriques dominants laisse une impression de fragmentation des approches, chacune privilégiant un seul niveau d'analyse au détriment des autres ; des clivages conceptuels et idéologiques viennent par ailleurs accentuer ces divergences<sup>1</sup>. Un désaccord fondamental porte sur la conception même du phénomène migratoire : certains le considèrent comme le résultat d'un choix individuel ; d'autres comme le produit de contraintes sociales et de changements structurels qui transcendent les actions individuelles. À ces deux conceptions correspondent essentiellement deux niveaux d'analyse : une approche microsociale (ou plutôt micro-économique) en termes individuels, et une approche macrosociale en termes

<sup>1</sup> Une présentation récente des différents cadres théoriques de la migration et de leurs divergences est donnée par MASSEY (1990) ; pour une synthèse des approches et explications de la mobilité spatiale dans les pays en développement, on peut se référer à SKELDON (1990 : chap. 6), ou encore à LE BRIS *et al.* (1986) ainsi qu'à CHAPMAN et PROTHERO (1985).

structurels. Reflet des enjeux de développement, les modèles dominants sont en outre focalisés sur les migrations de travail et affirment la primauté des déterminants économiques.

Dans les modèles macrostructurels, les flux migratoires sont envisagés comme des mécanismes de régulation et d'ajustement à l'espace économique : les déplacements de population répondent aux déséquilibres spatiaux, ou révèlent la déstructuration de l'espace socio-économique — selon les référents théoriques adoptés. Ainsi, dans les modèles macro-économiques néo-classiques, les migrations de travail sont-elles analysées comme des réponses aux déséquilibres du marché du travail et aux différentiels de revenus, comme des flux rééquilibrants qui conduisent à une nouvelle allocation spatiale des facteurs, conforme aux lois économiques du marché. Cette théorie présuppose une connaissance parfaite des opportunités d'emplois et des salaires sur tous les marchés du travail par les agents économiques, hypothèse qui paraît très irréaliste, surtout dans le cas des pays en développement. Même en acceptant cette hypothèse, le modèle ne permet pas d'expliquer la perpétuation de certains courants migratoires, alors que les conditions de déséquilibre initial ont disparu, ni en particulier les phénomènes de filières auto-entretenuës qui peuvent aller jusqu'à engendrer de nouveaux déséquilibres dans la distribution spatiale de la force de travail.

Les approches structurelles dans la filiation marxiste adoptent une perspective historique et mondiale, celle de l'expansion du système capitaliste à partir d'un centre dominant vers des économies périphériques dépendantes (voir par exemple AMIN, 1974). La mobilité spatiale du travail dans les pays en développement est analysée comme la conséquence de la pénétration capitaliste dans ces économies dépendantes, de la déstructuration des institutions et des modes de production traditionnels qui s'ensuit, provoquant le déracinement et la prolétarianisation des ruraux. La théorie de la dépendance a pour ambition de fournir l'explication ultime des migrations de travail, leur déterminisme externe, sans s'intéresser aux mécanismes décisionnels individuels. Une telle approche présente les avantages d'une perspective globale qui permet d'introduire diverses questions fondamentales comme l'allocation des ressources, la distribution internationale du pouvoir, les politiques gouvernementales et, plus généralement, les questions de développement. L'explication de la mobilité devient dans un certain sens une explication du développement, la logique du développement inégal ayant pour effet de provoquer la migration (SKELDON, 1990 : 150). En revanche, les inconvénients de ce schéma d'explication résident dans son caractère déterministe, dans sa faiblesse à rendre compte de la variété des formes de mobilité, liées à certaines spécificités historiques et culturelles. Toutefois, certains auteurs, qui s'inscrivent clairement dans le cadre théorique du développement du

capitalisme, insistent sur le fait que les phénomènes migratoires actuels doivent être analysés aussi « du point de vue de la paysannerie et de la résistance [éventuelle] qu'elle offre à la pénétration de ce système » (AMSELLE, 1976 : 36). Un autre point soulevé par SKELDON (1990 : 134) concerne une conception erronée, souvent associée à la thèse de la pénétration du capitalisme : le déracinement brutal de la paysannerie et la transformation des ruraux en des prolétaires « libres » de toutes attaches. Or, de nombreuses études dans les pays en développement (et à nouveau plusieurs articles de ce *Cahier*) montrent que la mobilité circulaire ou migratoire des ruraux préserve l'attachement au village et n'entraîne pas nécessairement une instabilité ou une désintégration sociale dans le milieu d'origine. Mobilité spatiale et enracinement ne sont pas antinomiques mais participent, au contraire, d'une même stratégie économique familiale (nous le développerons plus loin).

À l'opposé de la théorie de la dépendance, qui entend expliquer la stratégie d'ensemble dont relèvent les mouvements migratoires, la théorie micro-économique néo-classique est fondée sur une approche de type individualiste, qui vise à expliquer comment les individus prennent leurs décisions. Les modèles micro-économiques de migration ont été initialement développés par les tenants de la théorie du capital humain ; ceux-ci conçoivent la migration comme une forme d'investissement qui vise à accroître la productivité des ressources humaines par la recherche de meilleures opportunités d'emplois (SJAASTAD, 1962). La décision de migrer repose sur l'évaluation comparée des coûts économiques et psychiques liés à la migration et des gains escomptés ; conformément au schéma néo-classique de base, cette décision résulte du comportement rationnel d'acteurs individuels qui cherchent à maximiser leurs revenus. Malgré leurs présupposés théoriques qui en limitent fortement la portée explicative, ces modèles coûts-bénéfices ont été largement utilisés et restent toujours influents dans les études de migration. La formulation proposée par TODARO à la fin des années soixante (TODARO, 1969 ; HARRIS et TODARO, 1970) en a répandu l'application dans l'analyse des migrations des zones rurales vers les zones urbaines dans les pays en développement. Le modèle de TODARO se propose de répondre au paradoxe apparent de la persistance de migrations vers les villes en dépit de taux de chômage urbain élevés ; il introduit le concept de gains escomptés, qui tient compte non seulement du différentiel de revenus réels entre zones rurales et zones urbaines, mais aussi de la probabilité de trouver un emploi dans le secteur urbain. Ces modèles probabilistes ont le mérite d'avoir stimulé de nombreux travaux qui ont cherché à mesurer et à tester les effets des différentiels de salaires et de taux de chômage entre différentes zones sur la propension à migrer ; ces tentatives de validation statistique ont d'ailleurs conduit à de nombreuses reformulations du modèle.

Une critique fondamentale de ce type d'approche porte sur l'atomisation des mécanismes décisionnels : la décision de migrer est prise par un acteur individuel, isolé, hors de tout contexte familial, communautaire et social. Une avancée notoire pour la compréhension des comportements migratoires dans les pays en développement est la prise en compte de leur dimension collective et l'appréhension des migrations — et autres formes de mobilités spatiales — comme des éléments des stratégies familiales destinées à assurer la survie et la prospérité du groupe. Dans des conditions d'économies précaires, la logique à l'œuvre semble reposer sur un principe de minimisation des risques à l'échelle du groupe domestique (et non plus de maximisation des revenus au niveau individuel). Les déplacements de travail des membres de la famille hors de leur communauté d'origine visent à diversifier les activités productives en différents lieux. Les mouvements circulaires et migratoires des villageois vers la ville permettent ainsi d'élargir la base économique des familles rurales. Ce schéma explicatif a été modélisé par certains théoriciens de la migration, en particulier STARK (1991). Mais s'agit-il toujours de stratégies familiales explicites ou, plutôt, d'une simple régulation qui n'est pas nécessairement maîtrisée par le groupe et ses membres ? Le poids des logiques familiales ou communautaires sur les comportements migratoires n'en demeure pas moins attesté par l'analyse des mouvements de population dans les pays en développement, comme il transparait également dans la plupart des cas exposés ici. Un enseignement méthodologique se dégage aussi : dans ce contexte, le groupe familial spatialement segmenté s'impose comme l'unité d'investigation la plus pertinente.

Par leur recours privilégié à des niveaux d'analyse « macro » ou « micro », les cadres explicatifs dominants évacuent généralement d'autres dimensions de la mobilité ; les stratégies familiales doivent à leur tour être référées à leur contexte socio-économique local, celui de la communauté de base du migrant, son village d'origine, mais aussi son groupe social, son ethnie ou sa caste<sup>2</sup>. En plaçant les déterminismes économiques au cœur de leur raisonnement, les théories évoquées ci-dessus ne peuvent non plus rendre compte de l'autonomie plus ou moins grande de la mobilité spatiale par rapport aux déséquilibres et aux contraintes économiques, même à propos des seules migrations de travail<sup>3</sup>. Les réseaux sociaux dans lesquels

<sup>2</sup> L'intégration de variables caractérisant la communauté d'origine dans les enquêtes migrations est fortement préconisée, en particulier par FINDLEY (1982).

<sup>3</sup> L'analyse de l'évolution historique complète d'un « cycle migratoire » peut conduire à relativiser les surdéterminations économiques (structurelles ou conjoncturelles) par rapport à la logique interne des groupes migrants : voir par exemple GUILMOTO (1991).

s'inscrivent et se développent les mouvements de population ont été notamment reconnus comme l'un des facteurs cruciaux du maintien et de l'intensification de la mobilité spatiale. Ce contexte social spécifique permet de comprendre la configuration de nombreux parcours migratoires et la constitution de flux auto-entretenus — ceci est à nouveau démontré dans plusieurs articles de ce recueil ; l'association étroite entre spécialisation professionnelle et migration au sein de filières se trouve en outre exemplifiée dans le cas des réseaux marchands. Dans ces dispositifs migratoires aux effets cumulatifs et rétroactifs, la diffusion de l'information des premiers migrants aux migrants potentiels joue un rôle clef<sup>4</sup>. À ce niveau interviennent aussi les représentations idéologiques ou mythiques véhiculées par la migration, l'imaginaire associé à la ville, autant de facteurs qui viennent se greffer sur des éléments d'information plus objectifs, et qui, comme en témoignent ici certains articles, ne sont pas à négliger dans l'explication des comportements de mobilité.

## REPRÉSENTATIONS ET PRATIQUES

Au-delà de l'extrême hétérogénéité géographique des contextes étudiés, les articles rassemblés dans ce recueil donnent l'occasion d'apprécier la diversité des lectures auxquelles se prête le phénomène migratoire ; diversité qui renvoie à la complexité croissante des mobilités spatiales ainsi qu'à l'évolution corrélative des recherches dans ce domaine<sup>5</sup>. On ne trouvera en effet guère d'articles dont les enseignements se limitent au cadre socio-économique des phénomènes observés ; certains contextes semblent en outre tout à fait originaux en regard de la littérature récente. La gamme présentée ici n'épuise pas cependant l'ensemble des approches possibles du phénomène migratoire ; on notera par exemple la faible part prise par la mise

<sup>4</sup> On peut, à ce propos, rappeler la thèse « diffusionniste » qui sous-tend le schéma de la transition de la mobilité de ZELINSKI (1971) : cet auteur propose un schéma déterministe et universel qui décrit l'évolution de toutes les formes de mobilités spatiales, simultanément aux différentes phases de la transition démographique, au fur et à mesure que le processus de modernisation pénètre les diverses sociétés. L'hypothèse d'une séquence unilinéaire de changements structurels dans la mobilité suivant les progrès de l'urbanisation a été réexaminée plus récemment par SKELDON (1991).

<sup>5</sup> Un panorama complet des avancées enregistrées depuis une vingtaine d'années dans le champ des recherches migratoires devrait faire état, en complément des principales évolutions exposées *supra*, des développements ou perfectionnements dont ont fait l'objet les modèles de base, ainsi que des progrès réalisés dans les méthodes et techniques d'analyse : mais ceci dépasserait largement le cadre et l'objectif de cette présentation.

en évidence statistique des déterminants de la migration, en dépit de l'importance des questions théoriques afférentes.

Nous avons pris le parti de regrouper les articles en trois grands volets, à partir de distinctions qui portent sur les perspectives adoptées par les auteurs, plutôt que sur des points communs éventuels dans les situations décrites, sans que cette division ne puisse toutefois rendre justice à la richesse des matériaux présentés dans certaines contributions. Les études de la première partie examinent les systèmes de représentation et les discours générés par les phénomènes migratoires et d'urbanisation, qui constituent le cadre symbolique et idéologique dans lequel s'inscrivent les mouvements de population. La deuxième partie regroupe les contributions plus orientées vers les mécanismes de mobilité, qui illustrent diverses lectures des parcours migratoires ; la dernière partie est davantage centrée sur la dimension migratoire de la ville.

## Discours et représentations

Les phénomènes migratoires décrits dans les premiers articles sont suffisamment anciens pour s'être transformés en faits sociaux, devenus à leur tour objets et enjeux dans des systèmes de représentation propres aux sociétés concernées. Ces quatre études (El Kadi, Landy, Le Pape, Morice) visent clairement à déplacer notre perspective, en insistant sur la perception sociale de la migration, des migrants ou encore des échanges entre villes et campagnes ; les auteurs ne choisissent d'ailleurs pas nécessairement de confronter les migrations en elles-mêmes à leurs multiples images dans le champ culturel, politique ou idéologique. Ils reconnaissent ainsi tacitement la relative autonomie entre les mécanismes démographiques en amont et leurs traductions consécutives en termes de représentations sociales.

L'article retenu pour ouvrir ce volume est à ce titre emblématique : El Kadi nous montre comment le formidable développement de l'Égypte urbaine est devenu un point de fixation de la littérature contemporaine. L'expérience de milliers de ruraux venus s'installer dans les villes, et dans l'agglomération cairote en particulier, a désormais pénétré la thématique littéraire nationale. À travers ses portraits de migrants affrontant la ville se devine une génération d'écrivains égyptiens qui s'installent dans une ville anonyme, après le même parcours dont les périples pourraient à eux seuls susciter toute une anthologie. En forçant le trait, l'écriture romanesque fait ressortir, beaucoup plus clairement que ne le feraient les meilleures enquêtes, les étapes les plus dramatiques du vécu migratoire qui se déroule en une suite de rites de passages incontournables : l'accès à l'urbain apparaît alors comme un complet changement d'identité et

la galerie de portraits angoissés de migrants que nous présente El Kadi nous révèle tous les aspects de la violence psychologique de cette aliénation culturelle caractéristique de l'exode rural. De cet article ressort également l'inégalité flagrante entre villes et campagnes qui règne dans la symbolique des lieux ; en dépit de son pouvoir destructeur, la Ville est le site de la puissance, du progrès, et ce mythe à caractère de mirage résiste aux changements contemporains de la société égyptienne.

En Inde, le tableau brossé par Landy à partir de l'exemple du Karnataka est largement plus nuancé. Non pas que la distance symbolique entre villes et campagnes, thème traité par l'auteur, y soit plus réduite qu'ailleurs ; mépris et méfiance marquent au contraire leurs perceptions réciproques comme souvent ailleurs. Mais l'histoire politique nationale est riche d'une longue tradition ruraliste, dotée d'une idéologie suffisamment puissante pour survivre à plus de quarante années d'indépendance et de développement urbain sans précédent. Landy nous montre que les forces du ruralisme sont encore très présentes dans le jeu politique indien et leurs intérêts souvent fort bien défendus dans un système démocratique où les ruraux, par leur simple poids démographique, font loi. L'idéologie officielle reflète par conséquent cette coopération entre les deux secteurs et l'accent est mis sur la complémentarité entre villes et campagnes, plutôt que sur leur opposition. De fait, l'émigration rurale à destination des villes reste relativement contenue en Inde et la décision de migrer ne peut se comprendre hors d'un cadre de référence symbolique à l'intérieur duquel la ville est loin de jouer le rôle de phare qu'on lui prête ailleurs (sur ce point, voir également l'article de Dupont et Lelièvre).

Les deux articles qui suivent déplacent notre perspective de la symbolique des lieux vers la représentation des groupes sociaux, et plus précisément celle des groupes migrants. Il est en effet remarquable qu'à l'intérieur des sociétés étudiées, dont les structures sociales complexes s'articulent principalement sur une double stratification en classes et en groupes ethniques, le statut migratoire vient à son tour définir de nouveaux groupes sociaux ; car, à lire les articles de Le Pape et de Morice, il semble que les populations migrantes constituent des unités distinctives dans les sociétés urbaines qu'elles ont rejointes. Les facteurs de cette définition sociale sont multiples, mais les deux articles mentionnés s'appliquent à replacer ces formations sociales dans l'univers des représentations, plutôt qu'en tracer le contour socio-économique spécifique. Le Pape et Morice nous proposent deux lectures étonnamment complémentaires. Le Pape prend pour objet principal l'historique du discours sur les migrants d'Abidjan ; le groupe se trouve ici défini de l'extérieur, par la voix des autorités publiques, patronales ou politiques. L'analyse s'oriente

donc vers la structuration interne de ce discours, dont les ressorts sont comparés à ceux de l'archétype de la rhétorique réactionnaire d'après l'historien HIRSCHMAN (1991), alors qu'il est peu question de la perception des migrants par eux-mêmes. À l'inverse, Morice choisit de mettre à jour l'identité du migrant en s'appuyant avant tout sur les définitions internes du groupe, particulièrement riches dans le cas des ouvriers du bâtiment ; on y découvre ainsi les caractéristiques sociologiques premières du groupe (son origine, sa trajectoire, etc.), mais très vite également son système propre de représentations. L'article s'attache, avec une grande finesse, à retracer l'image sociale de cette main-d'œuvre migrante, qu'il s'agisse des stéréotypes courants ou de la marginalisation symbolique désormais intériorisée par les migrants. L'auteur suggère ainsi que les conditions objectives de la carrière du migrant, et de sa relégation sociale, ne sauraient se comprendre sans référence au système régional de valeurs. On pourra tirer de ces deux articles quelques enseignements sur la vulnérabilité spécifique à ces groupes migrants, leur extrême fragilité statutaire liée à l'éloignement de leur espace social d'origine et aux tensions propres à la société urbaine censée les accueillir. Il n'est pas besoin de démontrer combien la scène contemporaine abonde de tels exemples ; la marginalité de certains groupes migrants se double d'une violence symbolique exacerbée qui porte sur des nouveaux venus souvent dépourvus de toute institution de soutien en dehors des réseaux familiaux ou villageois d'origine. À la manière de la paysannerie dans les pays européens, le statut des groupes migrants devient facilement celui d'une classe objet, incapable d'imposer ses propres représentations et soumise à une définition sociale négative issue des groupes autochtones.

### Lectures des parcours migratoires

Dans cette deuxième partie, l'accent porte sur les choix méthodologiques opérés par les auteurs et les éclairages spécifiques qu'ils offrent des différents modes migratoires. Les deux premiers articles (Bardem, Barbary et Dureau) choisissent de partir de données avant tout individuelles, plutôt que de raisonner à une échelle sociale plus large (famille, lignage, etc.). Une telle option, qui présente certaines contraintes, nous permet d'apprécier les vertus heuristiques de ce type d'approche. Bardem, en limitant son étude à la description des trajectoires de deux migrants, prend le risque propre à l'analyse « micro » ; les biographies recueillies ne peuvent prétendre être représentatives, mais la richesse de leurs matériaux doit nous permettre de prendre la mesure des limites propres aux enquêtes élargies. Quel questionnaire biographique détaillé pourrait restituer la complexité des articulations sociogéographiques des vies de Buba et d'Élisa (voir également les biographies présentées par Iyebi-Mandjek) ? De plus, la lecture « psychologisante » à laquelle Bardem soumet ces trajectoires leur confère une dimension normative, à l'intérieur du cycle

de développement individuel, alors qu'une simple analyse en termes géographiques ou socio-économiques n'y verrait que des cheminements individuels browniens, des « électrons libres », et serait incapable de reconstituer la logique interne du parcours des migrants. L'instance économique, censée alimenter et orienter les flux, reste dans l'ombre ; elle apparaît ne participer que marginalement aux convolutions des biographies migratoires présentées. Cette approche qualitative porte en elle-même ses propres limites, car la parole donnée à de jeunes migrants les conduit inmanquablement à donner de leurs propres parcours une interprétation subjective, peut-être liée à la tension propre à leur situation précaire ; cet article relève ainsi partiellement du premier thème sur les discours et représentations de la migration, tant la frontière semble floue entre le vécu migratoire et le cheminement réel.

L'article de Barbary et Dureau conserve l'échelle individuelle pour l'étude des mobilités à Quito, mais adopte un point de vue radicalement statistique. En exploitant les résultats d'une large enquête, les auteurs sont conduits à un réexamen des outils conceptuels propres à l'analyse des mouvements circulatoires et remettent notamment en question une notion de base, celle de résidence. La finesse des données et des techniques d'analyse employées permet de distinguer des formes très variables de résidence et ainsi de différencier les chefs de ménage selon les formes de mobilité observées et les comportements résidentiels. C'est précisément la confrontation de deux typologies exploratoires, celle des mobilités et celles des espaces résidentiels, qui constitue la principale avancée dans la compréhension des stratégies migratoires, une fois les pratiques circulatoires proprement « déconstruites » à l'aide de concepts moins simplificateurs. L'analyse des pratiques résidentielles bipolaires révèle des formes de mobilité encore peu connues (avec éclatement des espaces familiaux et économiques), dont les implications sur le mode d'insertion urbaine d'une partie des migrants engagent à étendre à d'autres sites urbains le champ de ces observations ; comme pour le travail sur Madagascar, évoqué plus loin, le caractère original des phénomènes décrits ouvre une piste nouvelle pour l'interprétation.

Trois articles ensuite offrent un éclairage très différent des pratiques de mobilités ; au lieu de considérer l'individu, en termes psychosociologiques ou statistiques, comme unité d'analyse, Iyebi-Mandjek, Cadène, Dupont et Lelièvre, ont recours avant tout à des échelles d'ordre supérieur qui vont de la famille aux groupes sociaux. Cette position a en partie une raison méthodologique ; la composante plus anthropologique et socio-économique de ces approches traduit une volonté de reconstruire la logique migratoire de manière plus globale. En ce sens, ces trois articles ont en commun d'offrir une lecture d'ensemble des pratiques de mobilités en tant que « système migratoire » ; une telle approche requiert notamment de saisir simultanément les différents espaces socio-économiques de la migration (lieux

d'origine et de destination), mais également de mettre l'accent sur les échelles sociologiquement significatives pour recomposer ces mécanismes d'échanges et de circulation, à savoir la famille et les unités sociales supérieures (sous-castes, groupe villageois, etc.). Iyebi-Mandjek centre son étude sur les populations mafas du Cameroun septentrional et explore l'ensemble des réponses migratoires aux problèmes de pression locale. Ce travail indique notamment la richesse des stratégies mises en œuvre par un groupe social menacé par une saturation démographique nouvelle. Deux formules se dégagent : le système ancien des migrations saisonnières, commun à de nombreuses populations rurales africaines, et des mouvements plus récents vers les pôles de croissance urbaine. La lecture de ces mécanismes en termes de système migratoire se trouve justifiée par l'institutionnalisation progressive de ces réseaux d'échanges qu'Iyebi-Mandjek décrit comme des « modes d'emploi de la migration ».

Cadène choisit de la même manière de limiter son examen à un groupe social spécifique, en l'occurrence la communauté jaïn, originaire d'une petite ville d'Inde occidentale. L'auteur s'intéresse à deux composantes spécifiques du système migratoire : les échanges matrimoniaux et les migrations professionnelles. Ces deux phénomènes, qui correspondent à la principale cause de migration de chacun des sexes parmi la communauté étudiée, déterminent des espaces distincts, car ils obéissent à des logiques *a priori* dissemblables. Toutefois, l'enseignement final de cette analyse dépasse la confrontation des deux formes de territoires, car la définition de l'espace matrimonial est essentiellement symbolique et revient à une projection historique du groupe social sur sa région d'origine : la dichotomie apparente des espaces définis par les échanges migratoires et matrimoniaux tend à s'effacer quand sont pris en compte les espaces réellement pratiqués. L'enracinement, qui a perdu certaines de ses caractéristiques concrètes dans l'entretien des liens avec les villages ancestraux, devient alors largement symbolique et demeure — comme il l'était — sans contradiction avec la mobilité qui procède des réseaux relationnels.

Dupont et Lelièvre élargissent à nouveau la description du système migratoire pour inclure toutes les formes de déplacement liées au travail, observables à l'intérieur d'une région de l'ouest de l'Inde polarisée par une petite ville à croissance accélérée. Chacune est rapportée à sa logique spécifique : les implications socio-économiques et les ressorts sociaux de ces différentes formes de mobilité conduisent à une interprétation plus fine que ne le permettraient les seules distinctions habituelles entre migrations selon la durée ou la périodicité. Cette optique plus anthropologique, à l'intérieur de laquelle la famille est l'unité de base, permet aux auteurs de dépasser la simple

reconnaissance des déséquilibres spatiaux du marché du travail (la toile de fond classique pour l'interprétation des migrations de main-d'œuvre) et de mettre en avant la minimisation des risques à l'échelle du groupe domestique comme principe central des stratégies familiales. De plus, l'analyse de ce bassin migratoire met en évidence le rôle joué par les réseaux sociaux qui encadrent les migrations. Il apparaît ainsi de plus en plus nécessaire, dans l'analyse systémique des mobilités, de ne pas se cantonner aux phénomènes géodémographiques que constituent les déplacements, mais au contraire d'intégrer toutes les composantes sociales des dispositifs migratoires.

## La dimension migratoire de la ville

La dernière partie de ce recueil reprend de manière plus explicite les rapports entre urbanisation et mobilités. Les quatre articles finaux portent sur des villes où l'impact migratoire observé est très variable (Arroyo et Papail, Heuzé, Grégoire et Labazée, Fauroux et Koto). Cette diversité découle principalement du caractère hétérogène de la dynamique des villes moyennes dont les fonctions urbaines sont souvent spécifiques (marchés agricoles, villes commerciales, centres industriels, etc.). Parmi les contextes urbains étudiés, les villes mexicaines qui font l'objet de l'article d'Arroyo et Papail se distinguent par une évolution démographique contrastée ; pour certaines d'entre elles, cette évolution n'est pas la simple résultante d'une immigration soutenue, à la différence de la majorité des villes moyennes décrites dans ce *Cahier*. Les mouvements d'émigration vers les États-Unis d'Amérique, le principal phénomène étudié ici, semblent se caractériser avant tout par une délocalisation de la main-d'œuvre, sans changements structurels radicaux dans sa composition ; l'importance des transferts monétaires opérés vers le Mexique constitue un indice central de cette dissociation entre espace professionnel et espace social, consécutive à la migration. Le travail d'Arroyo et Papail met l'accent sur le rapatriement de l'épargne qui représente, tout autant que l'accès à l'emploi et les différentiels salariaux, un élément crucial de la logique économique des migrations professionnelles. Comme la comparaison entre les pères et les fils l'indique à propos du Mexique, la part des revenus qui sera renvoyée au pays va souvent en déclinant ; cette évolution, parallèle au desserrement de l'unité domestique éclatée entre deux régions, permet d'entrevoir l'évolution future du système urbain d'origine et fait ressortir la vulnérabilité des économies de ces villes secondaires, confrontée à une double concurrence, nationale et internationale.

La description par Heuzé de Singrauli, ville industrielle de l'Inde du nord, nous ramène à un cas de figure paradigmatique, celui la ville-champignon où croissance et immigration n'ont formé jusqu'à présent

qu'un seul phénomène. La présentation sociologique de la ville, qui revient à une typologie des migrations, fait toutefois apparaître la diversification du peuplement induite par le développement industriel et, notamment, la part importante des groupes marchands. La gamme des stratégies migratoires est également très large et, dans leur description, Heuzé met en relief les systèmes de valeurs sur lesquelles ces stratégies reposent, plutôt que de tenter une lecture externe des logiques géographiques, économiques ou sociologiques à l'œuvre. C'est dans cette perspective qu'il est possible de lire la réaction des autochtones et la genèse de leur ressentiment vis-à-vis des migrants allochtones ; les mouvements nativistes, en cherchant à protéger les locaux contre la concurrence des migrants, viennent perturber le schéma idéal de redistribution de main-d'œuvre au profit des centres industriels et urbains ; ils en appellent à l'État pour qu'il se substitue, à travers des quotas d'embauche, à l'hypothétique marché libre de la main-d'œuvre dans la régulation des migrations.

Le dynamisme des villes de Korhogo en Côte-d'Ivoire et Maradi au Niger, étudiées par Grégoire et Labazée, ne repose pas de la même manière sur l'apport migratoire, en raison de l'orientation commerciale de leurs économies. La relative faiblesse de leurs secteurs productifs, sinon au sein de leurs hinterlands respectifs, détermine d'autres schémas d'échanges démographiques régionaux ; leur système migratoire se trouve ainsi dominé par la géographie des réseaux d'échange commerciaux, ainsi que corrélativement par les migrations religieuses. Ce lien, à l'intérieur des fonctions urbaines, entre les secteurs commerciaux et religieux est crucial pour comprendre la spécificité de la dynamique des villes secondaires ; l'articulation particulière entre la structure économique de ces villes et l'orientation des flux démographiques, que chacun des articles de cette sous-partie illustre, décourage une interprétation mécanique de la relation entre expansion de l'économie urbaine et immigration qui ne tiendrait notamment pas compte de la nature des réseaux sociaux établis. Un autre facteur d'urbanisation important dans ce contexte est la crise du monde rural ; les sécheresses, en particulier, provoquent un afflux de ruraux vers les centres urbains (situation que l'on retrouve à Madagascar dans la région étudiée par Fauroux et Koto). De manière plus fine, le travail de Grégoire et Labazée met à jour des logiques migratoires plutôt différentes de celles décrites au fil de ce numéro, en raison des stratégies propres aux groupes marchands urbains qui sont l'objet de leur étude. C'est précisément en confrontant les analyses à deux échelles, analyse « macro » de l'évolution urbaine et analyse « micro » des groupes sociaux, que l'on pourra semble-t-il restituer le plus fidèlement les ressorts internes de la dynamique urbaine et, notamment, sa composante migratoire spécifique.

Ce recueil se ferme sur l'étude de Fauroux et Koto qui met à nouveau l'accent sur la relation entre migrations et urbanisation. L'exemple

choisi est toutefois inhabituel à plus d'un titre et, pour cette raison, mérite d'être distingué. Toliara est en effet une ville qui, pour être produit de l'immigration, ne semble pas se ranger facilement dans les catégorisations conventionnelles des villes moyennes ; aucun secteur des activités ne semble pouvoir expliquer sa capacité à orienter les flux migratoires régionaux. Le cas des populations mahafales qui ont récemment submergé la ville au point d'en constituer près de la moitié des habitants, est sur ce point édifiant. Dans un contexte de crise urbaine profonde, caractérisée par le déclin des activités productives et la contraction du secteur organisé, l'invasion de la ville ne trouve de logique économique que dans la crise tout aussi aiguë du milieu rural : les Mahafales tentent d'assurer la survie de leur système de production, sévèrement compromis par les sécheresses, en annexant de nouveaux territoires qui incluent notamment la ville. Le travail de Fauroux et Koto décrit les conséquences de ce type d'immigration sur le tissu urbain, à savoir la « ruralisation » rapide de Toliara : les migrants ont exporté dans l'agglomération des pratiques aussi bien économiques que sociales de leur société rurale d'origine ; ils ont ainsi provoqué de profondes transformations de la structure et de la physionomie urbaine. Cette composante de ruralisation passe souvent inaperçue, car le modèle tacite de modernisation (des comportements, de l'emploi, etc.) par l'urbanisation sous-tend la plupart des études ; le cas de Toliara pourrait ainsi annoncer de nouvelles formes d'urbanisation sur fond de crise.

Sans qu'aucun article de ce recueil n'ait adopté un point de vue strictement théorique, quelques enseignements se dégagent de la pluralité des modes d'approche. Les notions les plus classiques de l'analyse apparaissent très souvent insuffisantes, qu'il s'agisse de la notion de résidence, de la distinction entre rural et urbain ou de la liaison entre immigration et urbanisation. Les concepts de base, souvent réducteurs, doivent être enrichis pour serrer de plus près les formes de mobilités observées, surtout quand l'analyse procède d'une vision d'ensemble qui cherche à réunir tous les morceaux du puzzle migratoire. Considérés isolément, le contexte économique global comme les caractéristiques individuelles apparaissent de piètres indicateurs des stratégies migratoires et de leur évolution, alors que la lecture des systèmes migratoires dans leur logique interne permet d'intégrer les dimensions essentielles à la compréhension de ces mécanismes.

#### BIBLIOGRAPHIE

- AMIN (S.), 1974 — « Introduction » in AMIN (éd.), 1974, *Modern Migrations in Western Africa/Les migrations contemporaines en Afrique de l'Ouest*, Londres. Oxford University Press : 65-124.

- AMSELLE (J.-L.), 1976 — « Aspects et significations du phénomène migratoire en Afrique » in AMSELLE (éd.), 1976, *Les migrations africaines*, Paris, Maspéro : 9-39.
- CHAPMAN (M.) et PROTHERO (R. M.), 1985 — « Themes on circulation in the Third World » in PROTHERO et CHAPMAN (éd.), 1985, *Circulation in Third World Countries*, London, Routledge et Kegan Paul : 1-26.
- DOMENACH (H.) et PICOUET (M.), 1987 — Le caractère de réversibilité dans l'étude de la migration, *Population* 42 (3) : 469-484.
- DUPONT (V.) et DUREAU (F.), 1988 — *Renouveler l'approche de la dynamique urbaine par l'analyse des migrations. Essai méthodologique à partir d'expériences en Afrique de l'Ouest*, Bordeaux, Inter Urba Tiers Monde, CNRS-Orstom, coll. *Pratiques urbaines*, 4, Ceget-CNRS.
- FINDLEY (S. E.), 1982 — « Methods of linking community-level variables with migration survey data », *National Migration Surveys : X. Guidelines for analysis*, United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific, New York, United Nations : 276-311.
- GUILMOTO (C.), 1991 — Le cycle migratoire tamoul, 1831-1951, *Revue européenne des migrations internationales*, 7 (1) : 123-148.
- HARRIS (J. R.) et TODARO (M. P.), 1970 — Migration, unemployment, and development : a two-sector analysis, *The American Economic Review*, 60 (1) : 126-142.
- HIRSCHMAN (A. O.), 1991 — *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris, Fayard.
- HUGO (G.), 1989 — « Internal and international migration flows : some recent development in Asia », *XXF congrès international de la population*, UIESP, 20-27 septembre 1989, New Delhi, vol. 2 : 239-260.
- LATTES (A. E.), 1989 — « Emerging patterns of territorial mobility in Latin America : challenges for research and action », *XXF congrès international de la population*, UIESP, 20-27 septembre 1989, New Delhi, vol. 2 : 261-272.
- LE BRIS (E.), PONTIÉ (G.) et QUESNEL (A.), 1986 — « Introduction », in LE BRIS et al. (éd.), 1986, *Migrations togolaises. Bilan et perspectives*, Lomé, université du Bénin, unité de Recherche démographique : 7-24.
- MASSEY (D. S.), 1990 — Social structure, household strategies, and the cumulative causation of migration, *Population Index*, 56 (1) : 3-36.
- SJAASTAD (L. A.), 1962 — The costs and returns of human migration, *Journal of Political Economy*, vol. LXX, n° 5, part. 2 : 80-93.
- SKELDON (R.), 1990 — *Population Mobility in Developing Countries : a Reinterpretation*, London and New York, Belhaven Press.
- STARK (O.), 1991 — *The Migration of Labor*, Cambridge, MA, et Oxford, Basil Blackwell.
- TODARO (M. P.), 1969 — A model of labor migration and urban unemployment in less developed countries, *The American Economic Review*, 59 (1) : 138-148.
- ZELINSKI (W.), 1971 — The hypothesis of the mobility transition, *Geographical Review*, 61 (2) : 219-249.